

CGT ARS CGT Direccte CGT DDP CGT DDT		CGT Educ'action CGT FAPT CGT Finances Publiques 71 CGT Pénitentiaire
---	--	---

Il y a quelques temps un quotidien à tirage national, fidèle à sa ligne éditoriale, déclarait sans ambages en première page, que **les Français ne voudraient plus des fonctionnaires et seraient prêts à se priver de services publics !**

Dans ce contexte de crise économique, des sondages sont ainsi régulièrement commandés afin de convaincre l'opinion du *fardeau* insupportable que sont supposés faire peser les services publics sur notre société et sur les finances publiques. Les services publics et les fonctionnaires sont ainsi désignés comme les principaux responsables de la crise... Si certains services publics échappent à la vindicte populaire, d'autres sont prêts à être sacrifiés sur l'autel d'un libéralisme agressif, toujours plus affamé de parts de marché. Servant de variables d'ajustements à la question de la réduction des dépenses publiques, ces services publics ne sauraient échapper à la « réforme », à la restructuration, à la polarisation, au redéploiement et, à terme, à la disparition. Et concomitamment, on aura bien pris soin d'appuyer sur les privilèges intolérables dont jouissent ces *planqués* de fonctionnaires !

Alors pourquoi tant de haine ? Pourquoi tant d'acharnements ?

Les principes fondateurs des services publics issus du Conseil National de la Résistance sont contenus dans le préambule de la Constitution de 1946 et dans la Constitution de 1958. Ces services publics ont pour objectif la mise en œuvre des droits fondamentaux et constitutionnels : droit à l'éducation et à la formation, à l'action sociale et à la santé, à un emploi décent, à la justice et à la sécurité, au logement, aux transports, à l'énergie, à l'eau, à la culture, à l'information et à la communication. La réalisation effective de ces droits doit s'appuyer sur la mise en œuvre de certains grands principes : la solidarité, l'égalité, l'accessibilité à tous les usagers, la péréquation tarifaire, la complémentarité des activités et la satisfaction de l'intérêt général.

Ainsi, en principe, avant que ne s'instille le poison de la gestion issue du secteur privé, les services publics, sont « *gratuits* » (en fait, vous les payez par une partie de vos impôts), accessibles à tou(te)s, et garants de la péréquation tarifaire (c'est-à-dire que vous payez la même chose sur l'ensemble du territoire).

Et c'est justement là que réside le problème aux yeux des idéologues du libéralisme. Les services publics représentent des parts de marchés dont certaines échappent encore au secteur privé. Le *gâteau* public à se partager représente quelques centaines de milliards !

En clair donc, les Français souhaiteraient voir disparaître leurs services publics (qu'ils financent par une partie de leurs impôts) et estimerait alors que le secteur dit privé serait capable d'assurer les mêmes missions avec autant d'accessibilité, de gratuité et de neutralité (celle qui est garantie par le statut du fonctionnaire...). Pour illustrer cette hypothèse, prenons en exemple le secteur de l'eau. La délégation de service public, livrée sur un plateau au secteur privé, a conduit à une augmentation moyenne des tarifs de 30%... Et l'on pourrait multiplier les exemples d'autres secteurs, autrefois dans le champ du secteur public, et aujourd'hui dans le secteur privé, dont les tarifs ont flambé et dont le service ne s'est pas considérablement amélioré... Car une fois passé le cap de la privatisation, ce qui compte avant tout pour les gestionnaires, ce n'est plus la qualité du service rendu à l'utilisateur **mais le profit que l'on pourra tirer des poches de cet usager !** Ici s'achève le bel idéal de la péréquation tarifaire..!

Cette dernière décennie, les politiques successives, sous couvert de contre-réformes libérales, ont introduit les méthodes de gestions du secteur privé dans le secteur public, réduit considérablement les implantations (ce qui a eu pour conséquence d'éloigner les usagers de leurs services), procédé à des réorganisations incessantes (ce qui a contribué à désorganiser et affaiblir les administrations).

Et quelles sont les améliorations notables apportées par ces contre-réformes ? Aucune !

Des milliers d'emplois de fonctionnaires ont été supprimés et l'économie s'en porte mieux ? Non !

Est-ce que les usagers paient moins d'impôts ? Non !

Les services publics ont servi de défouloir idéologique. Les marchés financiers et les banques, qui sont les responsables de la crise que nous traversons, font peser une telle pression sur l'Etat endetté que celui-ci applique aveuglément le remède de la réduction de la dépense publique et la purge des services de l'Etat !

Pas un mot, pas une ligne sur les aides publiques (4 500 dispositifs), les exonérations fiscales et sociales (plus de 200 milliards par an) déversées par milliards sur les comptes des entreprises, sans aucun contrôle (le Crédit Impôt Compétitivité Emploi, par exemple), gavant un peu plus les actionnaires, alors que se précarise un peu plus le sort des salariés...

Et lorsque des faits d'actualité surgissent (scandale de la viande de cheval dans les produits surgelés, fraude fiscale d'un ministre, etc.), les politiques retournent opportunément leur veste pour vanter l'action de contrôle des services de l'Etat alors que, dans le même temps, ils appliquent une politique qui dégraisse copieusement les services exerçant ces missions essentielles (inspection du travail, finances, répression des fraudes, police, justice, etc.)

Vouloir en finir avec les services publics, c'est oublier un peu vite le rôle d'amortisseur social qu'ils peuvent jouer.

Bref, sous le prétexte de vouloir résoudre les problèmes de la crise économique, les politiques, experts et médias conservateurs ont trouvé la recette : liquider l'héritage du Conseil National de la Résistance et vous proposer une société marchande. Chaque domaine public est à vendre.

Et qui paiera en bout de chaîne ? VOUS !

La CGT propose de remédier à cette politique libérale en exigeant le maintien actuel des services publics et en renforçant leur présence sur le territoire.

Comment financer ? En luttant contre la fraude fiscale et sociale. Les milliards qui manquent à nos finances sont là ! C'est avant tout un choix politique qui doit être fait en ce sens. Et aujourd'hui, aucun gouvernement n'a eu ce courage. Au contraire, la pression s'accroît sur les salariés, les précaires et les chômeurs et non pas sur les classes les plus aisées et les grandes entreprises qui siphonnent nos finances publiques à coup d'exonérations fiscales, sociales et de niches fiscales !

Il est temps d'en prendre conscience et d'exiger un changement de cap !

**TOUJOURS PLUS
POUR UNE POIGNÉE DE MILLIARDAIRES**

STOP



MAINTENANT

**C'EST
NOTRE
TOUR !**



**71
la
cgt**
Union des Syndicats de la
Fonction Publique d'Etat